

## AVIS DE VACANCE DE POSTE ET APPEL À CANDIDATURES

**Intitulé du poste :** Procureur du Faso près le tribunal de grande instance cumulativement Commissaire du gouvernement du tribunal administratif ;

**Corps concerné :** Magistrature

**Localisation :** Diapaga, Diébougou, Fada N’Gourma, Léo

### I- Contexte et justification

Les réformes institutionnelles engagées au Burkina Faso depuis la signature du pacte national pour le renouveau de la justice ont permis l’adoption d’un ensemble de textes de nature à renforcer l’indépendance du pouvoir judiciaire. Ainsi, pour ce qui est des nominations et des affectations des magistrats, l’article 130 de la Constitution dispose que : « *les magistrats du parquet sont soumis à l’autorité des chefs de parquet. Ils sont nommés et affectés dans les mêmes conditions que les magistrats du siège.* » et l’article 134 de la même Constitution ajoute que « *Le Conseil supérieur de la magistrature décide des nominations et affectations des magistrats* ».

Il en résulte que pour pourvoir à certains postes spécifiques, notamment ceux des chefs de parquet, la lecture combinée des articles 130, 134 de la Constitution et 43 de la loi organique n°049-2015/CNT du 25 août 2015 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature, exige préalablement à un appel à candidature assuré par le Secrétariat permanent dudit Conseil.

C’est dans ce cadre que le présent avis, relativement aux postes de Procureur du Faso près les tribunaux de grande instance de **Diapaga**, de **Diébougou**, de **Fada N’Gourma** et de **Léo**, cumulativement commissaires du gouvernement du tribunal administratif de ces dites localités est publié.

## **II- Mission et attributions**

Le Procureur du Faso près le tribunal de grande instance des localités ci-dessus citées est cumulativement commissaire du gouvernement du tribunal administratif dans ces dites localités.

En leur qualité de Procureur du Faso, ils sont chargés de l'organisation, de l'administration et de la discipline du parquet du tribunal près lequel ils sont nommés, dans le respect des textes en vigueur.

En leur qualité de Commissaire du gouvernement, ils prennent des conclusions écrites dans les dossiers à eux communiqués et portent la parole à l'audience.

## **III- Relations fonctionnelles**

En leur qualité de Procureur du Faso près les tribunaux de grande instance, ils sont placés sous l'autorité du Procureur général près la Cour d'appel de leur ressort. Ils sont le supérieur hiérarchique des substituts.

En leur qualité de Commissaire du gouvernement, ils sont placés sous l'autorité du commissaire du gouvernement de la Cour administrative d'appel de leur ressort.

## **IV- Critères d'éligibilité**

- être magistrat burkinabè du deuxième grade au moins ;
- être en juridiction ou dans l'administration centrale du ministère en charge de la justice depuis au moins deux ans ;
- avoir obtenu une note supérieure ou égale à 08/10 au cours des deux précédentes années ;
- avoir des capacités managériales ;
- n'avoir pas de décisions ou d'actes juridictionnels non rédigés dans les délais prévus ;
- n'avoir pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une sanction disciplinaire.

## **V- Compétences particulières requises**

- maîtrise de l'organisation judiciaire et administrative ;
- maîtrise des questions de procédures en lien avec les domaines de compétence des tribunaux concernés ;
- maîtrise des divers domaines du droit pénal, du droit civil, du droit commercial et du droit administratif ;
- bonnes capacités managériales ;
- bon esprit d'analyse et de synthèse ;
- bonne aptitude à la communication ;
- maîtrise du style rédactionnel des décisions de justice ;
- connaissance de l'outil informatique ;

## VI- Pièces à fournir

- une demande écrite adressée au Président du Conseil supérieur de la magistrature ;
- un curriculum vitae détaillé et signé selon le modèle disponible au Secrétariat permanent du CSM ou téléchargeable à l'adresse [www.csm.justice.gov.bf](http://www.csm.justice.gov.bf);
- une lettre de motivation en trois (03) pages maximum ;
- un plan de modernisation du parquet du tribunal en trois (03) pages maximum faisant ressortir notamment les performances projetées ou les défis à relever au sein du tribunal ;
- une déclaration sur l'honneur signée du candidat attestant de l'absence de décisions ou d'actes juridictionnels de plus d'un mois non rédigés et dans laquelle le candidat reconnaît s'exposer à des sanctions en cas de fausses déclarations ;
- les copies des notices annuelles des deux dernières années ;
- une photocopie légalisée de la carte nationale d'identité burkinabè ou du passeport en cours de validité.

## VII- Dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature sont reçus sous pli fermé avec la précision, selon le choix du candidat, de la mention « ***appel à candidatures pour le poste de Procureur du Faso près le Tribunal de grande instance de Diapaga, cumulativement Commissaire du Gouvernement du tribunal administratif de Diapaga,*** » ou « ***appel à candidatures pour le poste de Procureur du Faso près le Tribunal de grande instance de Diébougou, cumulativement Commissaire du Gouvernement du tribunal administratif de Diébougou,*** » ou encore « ***appel à candidatures pour le poste de Procureur du Faso près le Tribunal de grande instance de Fada-N'Gourma, cumulativement Commissaire du Gouvernement du tribunal administratif de Fada-N'Gourma*** » ou enfin « ***appel à candidatures pour le poste de Procureur du Faso près le Tribunal de grande instance de Léo, cumulativement Commissaire du Gouvernement du tribunal administratif de Léo*** », tous les jours ouvrables de **09 H 00 à 15H 00** du **07 au 18 mai inclus** au siège du Secrétariat permanent du Conseil supérieur de la magistrature sis à Ouaga 2000, téléphone : 70 04 02 83

## VIII- Procédure de sélection

Les dossiers de candidatures sont examinés par un comité mis en place par le CSM. Le rapport y relatif ainsi que l'ensemble des pièces sont transmis au CSM pour décision.

Les candidats présélectionnés sont soumis à un entretien oral avec le CSM.

Les délibérations du Conseil supérieur de la magistrature sont notifiées aux candidats par le Secrétariat permanent.

**Ouagadougou, le 03 mai 2018**

La Secrétaire permanente



**Victoria OUEDRAOGO/KIBORA**

*Chevalier de l'Ordre national*

